



Décision individuelle N° 2021-09

Pétitionnaire : S.A.F. HELICOPTERES pour le compte de la Maire d'Entraunes
Adresse : Aéroport de Cannes Mandelieu – 06150 CANNES LA BOCCA
Nature de la demande : survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de parc national
Intitulé du projet : décision modificative. Plan d'Intervention pour le Déclenchement d'Avalanche
Localisation : versants des Garrets – Lausson – Montagne de l'Avalanche et Tête du Lac, commune d'Entraunes

La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte du Parc national du Mercantour et fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur (MARCœur), notamment ses MARCœur 3 et 29,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu la décision n°2021-05 du 15 janvier 2021 autorisant la société SAF à effectuer des survols destinés à la mise en œuvre du PIDA de la commune d'Entraunes,

Considérant la demande formulée en date du 19 janvier 2021 par Monsieur le Maire d'Entraunes, TARDIEU Pierre,

Considérant que la demande porte sur une modification des prescriptions contenues dans la décision n°2021-05 et relatives à l'information préalable du Parc national ainsi qu'au plan de vol, celles-ci étant considérées comme bloquantes pour la mise en œuvre correcte du PIDA,

DÉCIDE

Article 1 : Nature de la demande – modification des prescriptions

L'article 2 de la décision n° 2021-05 est ainsi modifié :

« 2.1. Les pilotes sont tenus de respecter strictement la « zone de survol autorisé » figurant au(x) plan(s) de vol annexé(s) à la présente.

2.2. Chaque survol fera l'objet d'une déclaration préalable écrite, effectuée auprès du service territorial Haut-Var-Cians du Parc national, en précisant l'horaire, le nom du pilote et le numéro d'immatriculation de l'appareil en service.

Ces déclarations seront à adresser par e-mail aux contacts suivants :

- Chef du Service Territorial Haut-Var/Cians, Clémentine DENTZ (clementine.dentz@mercantour-parcnational.fr)
- Service Territorial Haut-Var/Cians (varcians@mercantour-parcnational.fr)

2.3. Chaque opération de déclenchement préventif sera précédée d'un survol à basse altitude des couloirs concernés, afin d'en éloigner la grande faune.

Article 2 : Prescriptions

Les autres dispositions de la décision n° 2021-05 restent inchangées.

Article 3 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 4 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 5 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 28 janvier 2021

La Directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFILS



Copies :

- service territorial Haut Var -Cians
- Mairie d'Entraunes

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

